



PREFET DU RHONE

Direction départementale
de la protection des populations

Lyon, le

20 FEV. 2019

Service protection de l'environnement
Pôle installations classées et environnement

SPE/ML

✉ : ddpp-pe@rhone.gouv.fr

ARRETE DE MISE EN DEMEURE

*Le Préfet de la Zone de Défense et de
Sécurité Sud-Est
Préfet de la Région Auvergne Rhône-Alpes
Préfet du Rhône
Officier de la Légion d'Honneur,
Chevalier de l'Ordre du Mérite*

VU le code de l'environnement, notamment l'article L 171-8 ;

VU l'arrêté préfectoral du 10 juillet 2009 imposant des prescriptions complémentaires à la société NOBLITEX dans le cadre de la remise en état de son site, route du Cergne à COURS ;

VU le courrier adressé à l'exploitant le 5 décembre 2018 dans le respect des dispositions de l'article L 514-5 du code de l'environnement ;

VU le rapport du 5 décembre 2018 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne Rhône-Alpes, service chargé de l'inspection des installations classées ;

VU les observations de l'exploitant du 19 décembre 2018 ;

CONSIDERANT qu'une visite sur les lieux a permis à l'inspection des installations classées de constater :

- que les cuves aériennes et enterrées n'ont pas fait l'objet d'opération de dégazage, nettoyage et inertage et n'ont jamais été mises en sécurité suite à l'arrêt définitif d'exploitation du site en 2008 (article 8 de l'arrêté préfectoral de prescription complémentaire du 10 juillet 2009 précité). Pour rappel les cuves concernées sont situées sur les emprises des parcelles listées à l'article 1^{er} de l'arrêté préfectoral du 10 juillet 2009 sus-cité ;

.../...

- que l'exploitant a transmis en 2007, un diagnostic environnemental réalisé en 2007 par la société SOCOTEC, sans pour autant comporter d'élément d'information sur le milieu « eaux souterraines » et qu'il était attendu la réalisation d'investigations supplémentaires qui n'ont pas été entreprises (article 3 de l'arrêté préfectoral de prescription complémentaire du 10 juillet 2009 précité) ;

- que l'exploitant n'a pas réalisé de plan de gestion, ni a fortiori d'analyse des risques résiduels (ARR) (article 4 de l'arrêté préfectoral de prescription complémentaire du 10 juillet 2009 précité) ;

- que le réseau de piézomètre n'a pas été mis en œuvre et que les eaux souterraines n'ont pas fait l'objet d'analyse. Un dossier de porter à connaissance devant être transmis dans le cadre de la mise en place de ces piézomètres, et intégrer les éléments relatifs au dossier loi sur l'eau (article 2 de l'arrêté préfectoral de prescription complémentaire du 10 juillet 2009 précité) ;

CONSIDERANT donc, que dans le cadre de la cessation d'activité du site, la société NOBLITEX ne respecte pas les prescriptions imposées par les articles 2, 3, 4 et 8 de l'arrêté préfectoral de prescription complémentaire du 10 juillet 2009 précité ;

CONSIDERANT dans ces conditions, qu'il convient de demander à la société NOBLITEX de se conformer à l'ensemble des dispositions applicables à son établissement ;

CONSIDERANT, dès lors, qu'il y a lieu de faire application des dispositions de l'article L 171-8 du code de l'environnement ;

SUR la proposition du préfet, secrétaire général de la préfecture, préfet délégué pour l'égalité des chances ;

ARRÊTE :

ARTICLE 1er : La société NOBLITEX, route du Cergne à COURS, est mise en demeure de respecter les dispositions suivantes de l'arrêté préfectoral du 10 juillet 2009 précité :

- article 8, **dans le délai de 2 mois**, en réalisant les opérations de dégazage, nettoyage et neutralisation de l'ensemble des cuves enterrées ainsi qu'en dégazant et nettoyant l'ensemble des cuves aériennes ;

- article 2, **dans le délai de 3 mois**, en mettant en place un réseau de piézomètres et en initiant un suivi de la qualité des eaux souterraines avec analyse à fréquence trimestrielle. ;

- article 3, **dans le délai de 6 mois**, en transmettant un diagnostic complémentaire permettant de compléter le diagnostic SOCOTEC de 2007 et de connaître notamment l'extension des zones sources déjà identifiées ainsi que les éventuels impacts sur le milieu « eau souterraines » ;

- article 4, **dans le délai de 6 mois**, en transmettant un plan de gestion prenant en compte l'usage futur du site, ainsi qu'un analyse de risques résiduels prédictive (ARR).

Les délais fixés ci-dessus courent à compter de la notification du présent arrêté.

ARTICLE 2 : PUBLICITÉ

Faute par l'exploitant d'obtempérer à cette injonction, il sera fait application des sanctions administratives et pénales prévues par la réglementation en vigueur sur les installations classées.

ARTICLE 3 : DÉLAI ET VOIE DE RECOURS (articles L 171-11 et L. 514-6 du code de l'environnement)

la présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de Lyon (la requête peut être déposée sur le site www.telecours.fr).

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois.

ARTICLE 4 : EXÉCUTION

Le préfet, secrétaire général de la préfecture, préfet délégué pour l'égalité des chances, la directrice départementale de la protection des populations et la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne Rhône-Alpes, en charge de l'inspection des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée :

- au sous-préfet de Villefranche-sur-Saône,
- au maire de COURS,
- à l'exploitant.

Lyon, le **20 FEV. 2019**

Le Préfet,

Pour le préfet,
Le sous-préfet,
~~Secrétaire général adjoint,~~

Clement VV

